



L'agriculture guadeloupéenne à l'horizon 2040

Des enjeux forts pour l'agriculture guadeloupéenne à l'horizon 2040

Commanditaire :



Financement :



Définir des modes de gouvernance pour des politiques agricoles endogènes répondant aux attentes locales :

- ✓ Définir une agriculture qui réponde aux aspirations de chaque type d'agriculteur avec une répartition équilibrée des aides;
- ✓ Sortir de la logique duale : logique capitaliste (maximisation du profit) pour des filières organisées donnant accès aux aides *versus* logique de résilience (minimisation et répartition des risques) pour des exploitations ayant des difficultés à être reconnues comme viables pour être appuyées dans leur évolution;
- ✓ Entendre et soutenir, les propositions émanant de ces exploitations en dépit de leurs spécificités.

Orienter l'agriculture pour un développement durable du territoire:

- ✓ Permettre à l'agriculteur et à sa famille de vivre décemment;
- ✓ Contribuer au bien-être et à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population locale;
- ✓ Permettre de conserver, utiliser et valoriser les ressources biologiques locales et participer de l'entretien des paysages;
- ✓ Contribuer à l'émergence d'une économie endogène verte et bleue.



Préserver le rôle historique de l'agriculteur guadeloupéen comme bâtisseur et garant d'un socle identitaire partagé :

- ✓ Une préoccupation séculaire des habitants de ce territoire insulaire : s'alimenter pour « survivre »;
- ✓ L'agriculture: un élément fondateur de l'identité guadeloupéenne depuis l'époque précolombienne;
- ✓ Un héritage historique assumé: des étendues cannières trans-séculaires qui façonnent l'espace agricole de la Guadeloupe;
- ✓ Les agriculteurs: un groupe résilient, socle d'une solidarité transversale qui « nourrit » le pays et l'aide à survivre

La méthode des scénarios pour une vision partagée et plurielle de l'avenir

L'agriculture guadeloupéenne en quelques chiffres

- ✓ Population de la Guadeloupe (2014) : 403 750 habitants (environ 250 hab/km²)
- ✓ Importations agroalimentaires : 80% des produits alimentaires consommés en Guadeloupe (Chambre d'agriculture, 2014)
- ✓ PIB de la Guadeloupe (2014) : 8,1 milliards d'euros (IEDOM, 2015).
- ✓ Contribution du secteur primaire au PIB : 2,5%.
- ✓ Valeur ajoutée du secteur primaire : 169 millions d'euros (IEDOM, 2013).
- ✓ Production agricole finale : ± 250 millions d'euros / an (1999-2015)
- ✓ Contribution du secteur primaire à l'emploi salarié (2013) : 1,5%.
- ✓ 13 057 actifs en agriculture soit 12% des actifs totaux (2010).
- ✓ Seuls 15% des agriculteurs ont moins de 40 ans (2010).
- ✓ Plus de 30% de recul de la surface agricole utile entre 2000 et 2010.

Menée de juin 2015 à février 2016, la prospective de l'agriculture guadeloupéenne à l'horizon 2040 est un exercice participatif qui s'est basé sur un groupe de travail pluridisciplinaire et multisectoriel, une équipe projet, un comité de pilotage et un comité de suivi avec l'appui méthodologique de la DEPE de L'Inra.

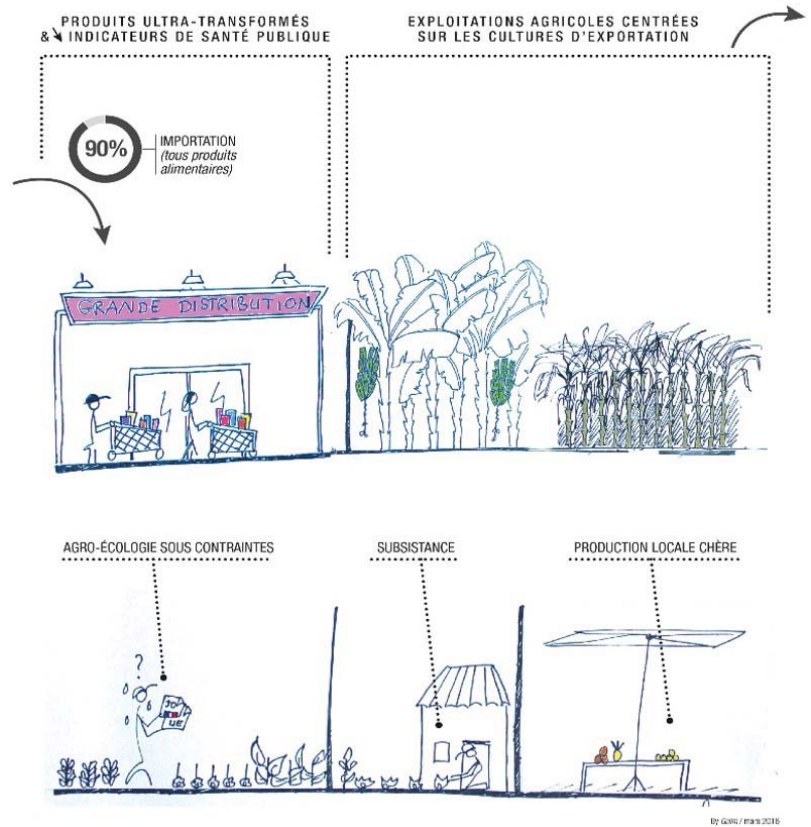
Le système L'agriculture Guadeloupéenne à l'horizon 2040 a été défini à travers l'analyse de variables motrices, de leurs tendances passées et de leur état actuel. Ce système comprend plus de 40 variables regroupées en un ensemble de 9 composantes.

Sur la base de cette analyse, des hypothèses d'évolution ont été construites pour chaque variable. Celles-ci ont été agencées selon des combinaisons plausibles mais contrastées afin de donner à voir un ensemble de cinq scénarios possibles d'évolution de l'agriculture guadeloupéenne.

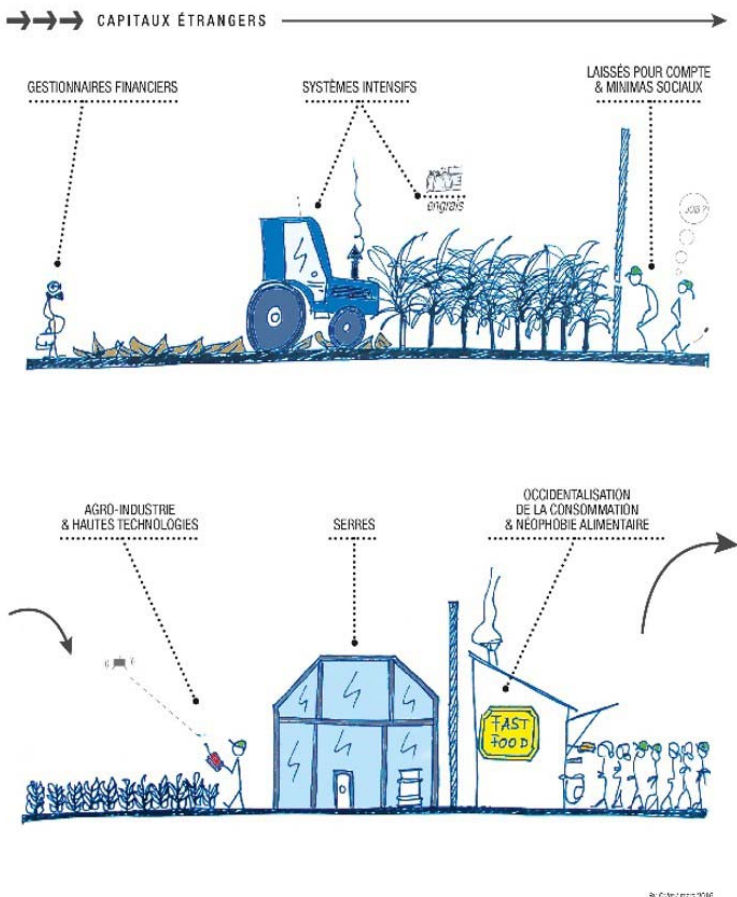


S1 : Le statut quo : une agriculture sur le déclin et une dépendance accrue

L'activité agricole décline progressivement: le nombre d'exploitations agricoles diminue ainsi que la surface agricole utile totale. La surface moyenne des exploitations agricoles augmente légèrement. Coexistent sur le territoire, des exploitations qui cherchent à se professionnaliser (revenu issu principalement de l'activité agricole) et des exploitations qui s'inscrivent dans une logique de pluriactivité (revenu issu d'activités extérieures non agricoles). Les structures les plus petites ont disparu faute de viabilité à long terme et ont laissé la place à des systèmes informels, essentiels à la sécurité alimentaire des ménages. Les aides publiques sont maintenues afin de soutenir les productions destinées aux marchés exports, en revanche leur montant est rééquilibré en faveur des productions à destination du marché local. Soumis à la contrainte réglementaire et cherchant à réduire leurs coûts de production, les agriculteurs adoptent petit à petit quelques pratiques agro-écologiques dont l'impact a été éprouvé. Les régimes alimentaires s'occidentalisent et la demande est plus forte en produits importés et de produits ultra-transformés notamment. Les productions locales sont devenues chères sur les marchés et ne sont accessibles qu'aux revenus les plus aisés. La concurrence internationale est forte et les importations en provenance de l'extérieur augmentent. En conséquence, l'approvisionnement de la population par la production agricole et agroalimentaire locale diminue.



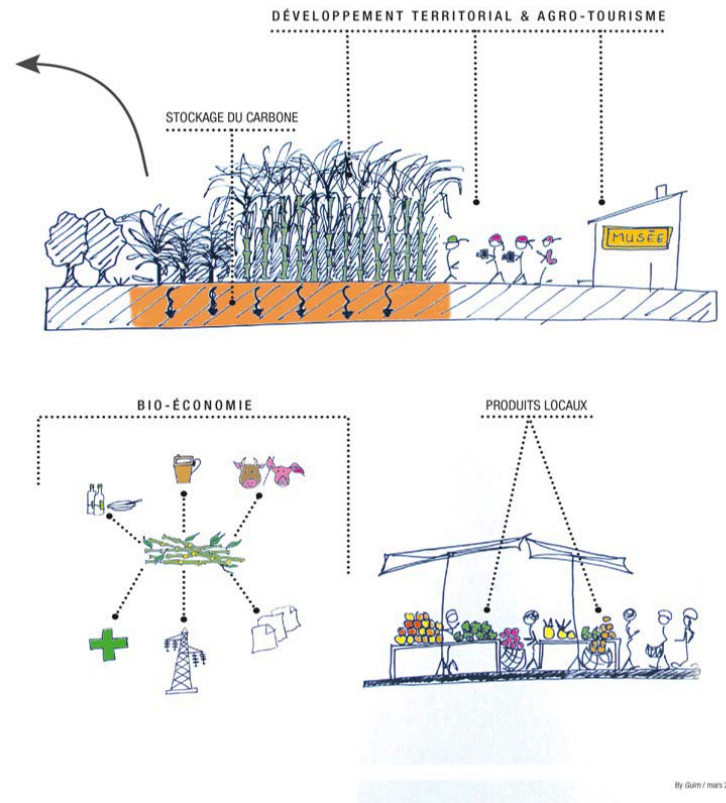
S2 : La fin des paysans, vive l'agrobusiness



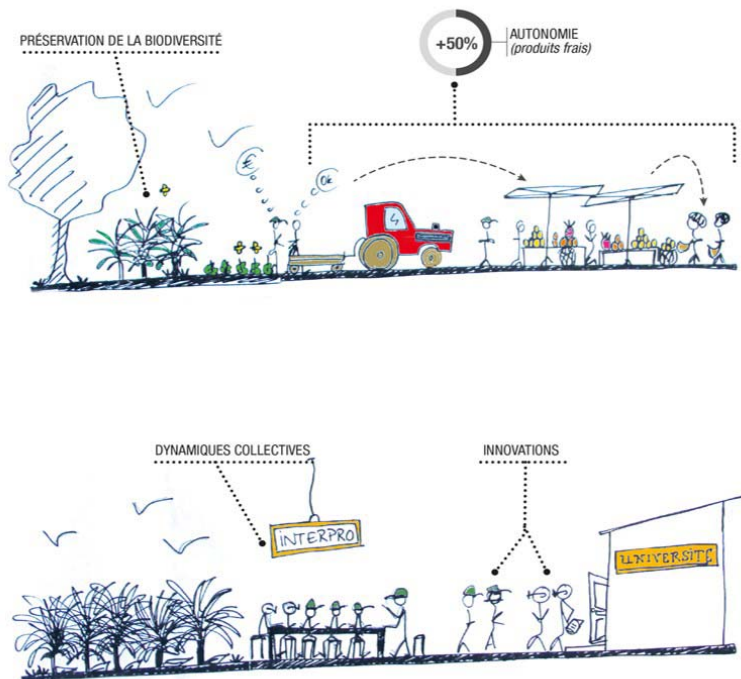
La population agricole vieillissante en 2015, n'a pas été remplacée et les terres agricoles privées restent en friche de déprise du fait d'une spéculation foncière importante. Les difficultés à l'installation des jeunes agriculteurs ont persisté et le besoin d'une plus grande solvabilité des agriculteurs s'est traduit par une disparition des structures les moins rentables. L'agriculture est devenue une agriculture de précision avec de grandes fermes de haute technologie fortement industrialisées. Ce sont de véritables sociétés commerciales dont le capital est détenu par des investisseurs étrangers au territoire qui spéculent sur la financiarisation de l'activité agricole ou des mécanismes d'appui au secteur agricole européen. La production agricole a une double vocation : énergétique et alimentaire. Une surface relativement faible de serres suffit à alimenter la population guadeloupéenne en produits maraîchers et vivriers. Les systèmes sont très artificialisés. Le dispositif de formation vise à former des gestionnaires financiers et des managers avant de former des agriculteurs. Les organisations de producteurs qui existaient en 2015 ont toutes disparu et ont laissé la place à une structuration en interne de ces sociétés. La puissance publique se désengage du secteur agricole et les soutiens nationaux ou européens à la production cessent. La pression urbaine croissante et le développement d'activités touristiques exercent une pression importante sur le milieu qui s'artificialise. Les importations diminuent pour ne couvrir plus que 50% des besoins en produits agricoles et agroalimentaires.

S3 : A fond la canne ! Polyvalence et qualité comme base du développement rural

La canne est prépondérante sur l'ensemble du territoire et est présente dans toutes les exploitations agricoles dont elle constitue la principale sinon l'unique production. La pression sur les ressources productives est de ce fait modérée. Cette culture contribue notamment fortement à préserver les sols et joue un rôle fondamental dans le stockage de carbone. Il y a complémentarité entre le développement de la filière canne et les productions à destination du marché local dans une logique de développement territorial et de filières de qualité. Tous les débouchés possibles sont envisagés sur la canne dans une logique bioéconomique. La canne est également la base d'un développement agritouristique dont les agriculteurs sont les principaux promoteurs. Ce développement agricole est accompagné par des services de support dédiés qui permettent l'émergence de projets spécifiques par bassin de production. Ce développement agricole est facilité par la sanctuarisation des fondements de l'identité guadeloupéenne séculaire. C'est dans le cadre de cette sanctuarisation que s'effectue une mise en scène de l'histoire de la Guadeloupe et notamment l'histoire en lien avec la culture de la canne-à-sucre. Des aides sont accordées relatives au stockage du carbone dans les sols, au développement de produits agro-transformés de qualité et au maintien de la ruralité. Les agriculteurs maîtrisent complètement la chaîne de valeur et les exportations sont spécialisées sur des produits de qualité, issus des transformations de la canne.



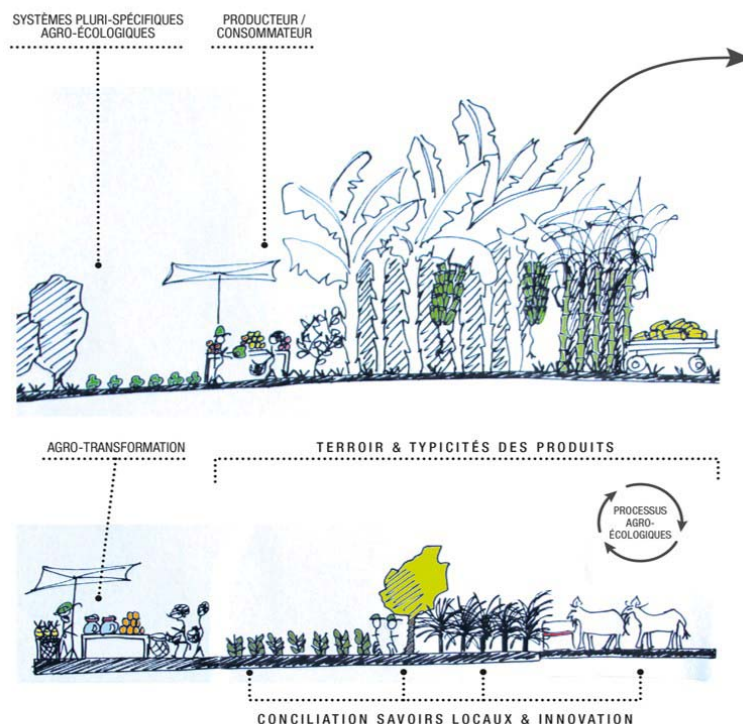
S4 : Les gestionnaires de biodiversité et de services éco-systémiques



Les agriculteurs sont reconnus comme étant des gestionnaires de biodiversité et de services éco-systémiques à part entière. La dynamique agricole se traduit par la diversification des débouchés avec comme corollaire l'optimisation territoriale agricole du triptyque : rentabilité économique, agro environnement, services éco systémiques. La préservation des ressources se fait chez les agriculteurs en fonction des différentes zones agro-écologiques de la Guadeloupe tandis que des corridors sont aménagés pour assurer les continuités écologiques au sein du territoire. Les agriculteurs tirent un revenu des paiements pour services environnementaux et des activités agro-touristiques développées en lien avec la valorisation de la biodiversité. La gouvernance territoriale et le groupe social s'affirment et posent également comme objectifs d'atteindre 60% d'autonomie sur les produits frais. L'utilisation des ressources (eau, foncier) est pensée à l'échelle territoriale et résulte d'une gestion économe. Les structures professionnelles sont des organisations à taille humaine très réactives qui permettent une dynamique collective efficace et efficace. Des moyens importants en termes de recherche – formation – développement sont mis en œuvre et sont caractérisés par une forte capacité d'anticipation. Les productions agricoles locales relèvent d'un système de distribution collectif maîtrisé par les acteurs agricoles. Les savoirs et savoir-faire locaux et traditionnels sont remobilisés pour répondre à la demande sociétale. La chaîne de valeurs est complètement maîtrisée par les acteurs locaux, ce qui permet notamment de l'export spécialisé sur des produits de qualité.

S5 : Le virage agro-écologique pour une alimentation de proximité et de qualité

Suite aux problématiques de santé publique liées à de mauvaises habitudes alimentaires dans la population guadeloupéenne, les autorités sanitaires ont déclenché la sonnette d'alarme et réaffirmé l'importance de la production locale dans l'alimentation des guadeloupéens. Afin de répondre au double enjeu de fournir des produits sains et nutritifs à la population et de s'adapter à la variabilité du climat, les exploitations agricoles ont achevé leur transition agro-écologique. Les systèmes de production sont des systèmes où l'intégration des ateliers est optimisée. Les exploitations sont diversifiées et se sont organisées afin de produire des paniers de biens à destination de réseaux de consommateurs qui leur sont attachés par des relations contractuelles. La commercialisation des produits locaux est organisée en terroirs de production, le bassin étant suffisamment productif en termes de diversité pour suffire à l'approvisionnement de son aire de rayonnement. Le dispositif de recherche-formation-développement s'attache à créer un appui et un référentiel pour des systèmes de culture en transition écologique. Le modèle du jardin créole est revisité afin de rendre ses pratiques plus efficaces. La population se réapproprie les produits locaux dont la valeur nutritionnelle est avérée. Son régime alimentaire évolue vers une moindre consommation de viande et de produits ultra-transformés. Le marché local est donc maîtrisé et répond aux attentes des consommateurs. L'agriculture guadeloupéenne bénéficie du verdissement des aides et de leur réorientation vers des objectifs de qualité.



By Guim / mars 2016

Des scénarios pour répondre de façon différenciée aux enjeux pour l'agriculture guadeloupéenne

Le développement durable du territoire de la Guadeloupe, s'il ne peut s'affranchir d'un rôle joué par le secteur agricole, peut cependant se concevoir selon différents scénarios où la place de l'agriculture et les modalités de la production agricole diffèrent.

Souhaitons-nous maintenir en l'état la diversité fonctionnelle agricole actuelle? Souhaitons-nous potentialiser cette diversité pour qu'elle devienne un élément moteur spécifique du développement territorial? Souhaitons-nous au contraire, la simplifier pour n'en conserver dans un schéma industriel (un secteur d'activité parmi d'autres), que les éléments présentant des avantages comparatifs évidents sur le plan économique dans un cadre mondialisé et environné de fonds publics ?

Selon le scénario à l'épreuve, sur le plan sociétal, l'agriculteur lui-même, peut revêtir différents habits : depuis le costume du "gentleman farmer" qui investit dans l'activité agricole comme un secteur lucratif indépendamment des traditions culturelles du territoire, à celui du producteur de biens marchands, vêtu en gestionnaire averti du milieu et fournisseur de services écosystémiques, en passant par celui du "créateur" qui innove en se réappropriant et en valorisant des éléments oubliés de l'habit traditionnel créole...

La perception de l'agriculteur par la Société influe son positionnement central ou excentré dans le développement du territoire. Un même agriculteur peut être vu de différentes manières selon l'orientation de son interlocuteur, les tendances du moment, et la tenue que cet agriculteur choisit d'adopter... Gageons en tous cas, que ces différents styles prennent le pas et contribuent à reconsidérer l'apport patrimonial et identitaire de la tunique étriquée et usagée encore trop souvent galvaudée dans l'inconscient collectif.

Quelque soit le scénario retenu, les pouvoirs publics s'impliquent auprès du secteur agricole, le plus souvent avec des contributions financières directes. Force est de constater toutefois que les échelles de gouvernance sont diverses et ne poursuivent pas toutes les mêmes objectifs. Objectifs de paix sociale et de développement territorial pour les collectivités locales, objectifs de protection de l'agroalimentaire national pour l'Etat, objectifs de libéralisation des échanges commerciaux pour l'Union Européenne... Le poids relatif de ces trois niveaux de décision dans les orientations de politique agricole en Guadeloupe est déterminant, pour la construction du futur de l'agriculture guadeloupéenne, comme l'est la prise en compte fine à tous les niveaux, des réalités et de la diversité d'orientations souhaitées par les agriculteurs du territoire...

Pour en savoir plus :

Carla Barlagne, Jean-Louis Diman, Marie-Béatrice Galan, Claude Hoton, Thierry Noglotte, Arsène Vinglassalon, 2016. L'agriculture Guadeloupéenne à l'horizon 2040. Etude prospective. Avril 2016. Chambre d'Agriculture de la Guadeloupe. 250p.

Contact : diman@antilles.inra.fr

Etude réalisée par un consortium coordonné par l'Inra, avec les contributions de HP Conseil et Ambre Développement, pour le compte de la Chambre d'Agriculture de la Guadeloupe, avec la participation financière du CIOM dans le cadre de la Convention N° 2013-020/1 relative à la participation de l'ODEADOM à des études au titre du contrat d'objectif 2012-2013 de la Chambre d'agriculture de la Guadeloupe.



ODEADOM



Domaine Duclos - Prise-d'Eau
F-97170 Petit-Bourg
Guadeloupe (France)

Tél. : 00 (590) 590 25 59 00
Fax : 00 (590) 590 25 59 99
www.antilles.inra.fr

Directeur de publication : Harry Ozier-Lafontaine
Coordonnateur : Jean-Louis Diman
Rédaction : Carla Barlagne, Marie-Béatrice Galan, Claude Hoton,
Thierry Noglotte, Arsène Vinglassalon.
Maquette/Iconographie/PAO : Guillemette Crozet / Gladys Samson

